

informations de "le fédéraliste"

"LE FEDERALISTE" revue de politique - PAVIA, Corso Cavour, 16

LA SITUATION DE L'EUROPE ET LA RESPONSABILITE DES FEDERALISTES.

Le problème de l'unité européenne se trouve désormais à un stade très avancé. Pour s'en rendre compte, il suffit de constater que, dans l'Europe des Six, les facteurs/plus importants de la vie sociale exercent déjà une influence unitaire. La majorité de la population est orientée vers l'unité, d'une façon très prononcée lorsque les faits cruciaux de la politique mondiale et du progrès scientifique mettent à nu la faiblesse de l'Europe divisée. Les grandes concentrations industrielles ont dépassé les frontières des Etats depuis longtemps et agissent sur un plan supranational. Comme conséquence, les organisations syndicales aussi sentent le besoin de l'unité européenne. Et l'agriculture elle-même, qui présente la force sociale plus traditionaliste et plus lente, est maintenant tournée vers le cadre européen. Il faut en outre se rendre compte que l'Europe des Six vit depuis longtemps en régime confédéral, institué en 1951 par la C.E.C.A. pour le secteur du charbon et de l'acier, et étendu depuis par la C.E.A. et la C.E.E., à l'énergie atomique et à l'économie en générale. En effet, même si la conscience du fait est faible parce que l'optique des partis et de la presse est restée nationale, l'Europe des ainsi dites Communautés citées plus haut ("ainsi dites" parce qu'aucun européen n'est citoyen de ces Communautés), est pratiquement une véritable Confédération européenne (c'est-à-dire une association d'états dépourvue d'un pouvoir propre comme le démontre le fait qu'il n'y a pas de lutte politique directe pour le pouvoir de les diriger), même si ses compétences sont limitées au secteur économique seulement. Cette limitation de compétences correspondait, du reste, à un manque de liberté de manoeuvre des Etats dans les autres secteurs importants, et au fait que, dans les secteurs essentiels de la politique étrangère et de la défense, la convergence a été assurée, jusqu'à maintenant, de l'extérieur, par le protectorat américain sur l'Europe occidentale (l'an dernier, lorsque les Russes menacèrent Berlin, ce ne furent pas les confédérés européens à mobiliser les forces militaires, mais les Américains).

Dans ce cadre unitaire, avec sa vitalité économique due au passage des petites dimensions des marchés des Etats - fermés lorsqu'ils étaient rivaux - à la grande dimension du marché européen, l'Europe des Six a repris une partie de sa force, alors que l'Amérique du Nord en a perdu, se trouvant dans l'impossibilité de tenir avec efficacité son immense front politique, militaire et économique. Cette situation a fait bouger la Grande Bretagne, qui, ne pouvant plus espérer de contrôler de l'extérieur la confédération économique européenne, a décidé de demander l'adhésion

afin d'essayer de l'influencer de l'intérieur. Si ses objectifs avaient été purement économiques, elle aurait demandé uniquement l'association. Mais la Grande Bretagne poursuit évidemment des buts politiques - ouvertement non fédéralistes - et elle est poussée par les USA qui doivent désormais venir à des compromis avec le Marché Commun, et qui voudraient en outre, avec l'aide de l'influence anglaise, contre-balancer l'ainsi dit "axe franco-allemand" qui est un obstacle à leur leadership atlantique. Mais cette situation a également fait bouger les Européens du continent. On comprend parfaitement que se soit formée - en opposition à cette politique anglo-américaine, - la tendance à étendre la Confédération des Six Etats aux secteurs de la politique étrangère et de la défense, afin de réserver à l'initiative européenne les problèmes de la politique extérieure et de la défense de l'Europe Occidentale. La faiblesse qui avait obligé les Européens à accepter le protectorat américain a été surmontée, ou est en train de l'être, et ils pourraient désormais exercer de plein droit, en hommes libres, leurs responsabilités. Et il est naturel que cette tendance se soit personnalisée dans le fier général de Gaulle.

C'est ainsi que l'Europe des Six est arrivée au seuil de la confédération politique, au-delà de laquelle on en peut plus faire qu'un pas en avant, le pas résolutif de la fondation des Etats Unis d'Europe. Ce qui a eu une conséquence paradoxale, qui a rendu incompréhensible pour beaucoup la phase actuelle du processus d'unification de l'Europe: les "européistes" traditionnels sont restés sans une politique. Ils ne peuvent faire un pas en avant vers la fédération parce que l'on ne peut pas, à la fois, se battre pour le pouvoir de diriger la politique étrangère, militaire et économique de son propre Etat - comme ils le font - et céder ces mêmes pouvoirs à l'Europe. Et ne pouvant faire ce pas en avant, ils ne peuvent même pas opposer à la politique du Général

- qui compléterait la construction de la confédération européenne - une autre politique. Ce qui explique le fait, autrement incompréhensible, de leur opposition au général de Gaulle (qu'ils ne comprennent pas parce qu'ils ne comprennent même pas que de toute façon le protectorat américain sur l'Europe s'est affaibli) sans lui opposer une propre politique européenne.

Mais tout ceci n'est qu'une faible répercussion - faible à cause du milieu où elle se manifeste: une classe politique incertaine, faible et en substance impuissante - d'un grave paradoxe qui frappe en profondeur l'Europe d'aujourd'hui. L'Europe a besoin d'une véritable unité et elle est prête à la recevoir. Mais il n'existe encore aucune force politique capable d'obtenir la reconnaissance du pouvoir constituant du peuple européen, moyen indispensable pour la fondation des Etats-Unis d'Europe. La classe politique actuelle, entraînée par le général de Gaulle, peut au maximum porter l'Europe jusqu'à la confédération politique, mais la labilité des confédérations, leur impossibilité de durer au-delà du temps, bref, de la convergence des intérêts des états-membres, est une loi de l'histoire. Comme c'est un fait de l'histoire que le temps qui reste aux Européens pour se reprendre vraiment est court. Le système mondial des Etats se dé-

veloppe rapidement, et ses inévitables protagonistes sont déjà, et seront toujours plus, jusqu'à l'avènement de la fédération mondiale, les grands Etats continentaux.

Le grave paradoxe de l'Europe d'aujourd'hui est en substance - comme l'a dit le général de Gaulle lui-même et comme tous devraient avoir l'honnêteté de le reconnaître - que le "fédérateur" fait défaut. Et il est pénible de constater que là où devrait se trouver la responsabilité historique pour le constituer, la conscience même de cette tâche manque presque totalement. Il y aurait le fédérateur si les fédéralistes constituaient un front compact, sans brèches sur l'unique position politique qui pourrait en même temps réaliser l'unité politique des fédéralistes et la force de choc décisive: le "non" aux Etats nationaux qui divisent l'Europe, et la requête de la reconnaissance du pouvoir constituant du peuple européen. L'opinion publique, favorable à l'Europe, reconnaîtrait dans le fédéralisme son avant-garde politique. Les partis, toujours moins populaires parce que liés aux pouvoirs en déclin des Etats, ne pourraient pas résister à une offensive de ce genre. Et il serait facile de la déchaîner. Il suffirait d'avoir, dans un nombre de villes suffisant, un groupe fédéraliste capable d'organiser, autour de la revendication du pouvoir constituant du peuple européen, ses concitoyens. Cette politique, menée dans peu de villes, ne servirait à rien. La même politique, menée dans de nombreuses villes, déchaînerait une force immense parce qu'elle mobiliserait l'opinion publique lui donnant la conscience, la dignité et la force de "peuple européen".

C'est donc l'écart entre le petit nombre de villes dans lesquelles des groupes fédéralistes de ce genre existent déjà, et le grand nombre qui serait nécessaire, ^{qui} doit être comblée afin de constituer le "fédérateur". Mais la majeure partie des dirigeants fédéralistes ne s'occupe pas de ce problème. Ils perdent leur temps en tentant de convaincre les dirigeants des partis à faire leur la revendication de la constituante, ou à découvrir des objectifs intermédiaires inexistantes entre la confédération et la fédération.

Il est certain que cet écart ne sera pas comblé si le gros des fédéralistes suivra ces dirigeants. Et il est également certain qu'aucune autre organisation, en dehors du fédéralisme, constituera le "fédérateur" dans le laps de temps qui nous sépare de cette occasion, perdue, à la prochaine. Mais il ne faut rien laisser d'intenté; il faut tendre tous nos efforts afin d'être finalement à la hauteur, la prochaine fois, de nos responsabilités de fédéralistes et d'Européens. C'est pourquoi nous proposons au M.F.E., et à toutes les organisations fédéralistes, une politique pour constituer, dans un laps de temps raisonnable, le "fédérateur", et nous nous battons de toutes nos forces pour l'affirmer.

AUTONOMIE FEDERALISTE

La grande vague de la révolution technologique et industriel le est en train d'aboutir à l'unification de la civilisation à niveau mondial, ayant provoqué et provoquant une augmentation toujours plus grande de l'interdépendance en extension de l'action humaine dans les domaines économique, social, scientifique, culturel. Il est vrai qu'un grand nombre d'hommes - vivant dans les zones sous-développées du monde - vit encore la première phase du processus, celle qui, avec la croissance en profondeur de l'interdépendance de l'action humaine, tend à résoudre et à éliminer les conflits entre les diverses classes sociales dans chaque Etat. Mais déjà se pose aux zones les plus développées, et se profile pour toutes les autres, la phase de la croissance en extension de l'interdépendance de l'action humaine, à laquelle correspond, à la place de l'unification sociale au sein des Etats en particulier, l'unification sociale et politique d'abord des grands espaces continentaux, puis de l'humanité tout entière. Alors qu'ils touchent au but de l'élimination des conflits sociaux entre classes et rangs, les hommes - et spécialement ceux des régions plus développées économiquement et socialement - ont ainsi devant eux, dans la réalité et dans la conscience, l'autre but grandiose de l'élimination des conflits armés entre les Etats.

Mais en contre-partie de la tendance à l'unification mondiale de la civilisation, existe encore aujourd'hui la division politique de l'humanité en vertu du principe de la souveraineté absolue des Etats. Cela signifie que nous vivons encore dans un régime d'anarchie internationale, dans lequel les Etats se trouvent opposés les uns aux autres, toujours prêts à résoudre par la force les controverses internationales. En particulier, l'actuel régime d'anarchie international se base sur un équilibre bipolaire de pouvoir entre deux Etats géants - les U.S.A. et l'U.R.S.S. - opposés l'un à l'autre partout dans le monde. Il s'agit d'un équilibre de pouvoir fortement tendu, constamment caractérisé par des déplacements alternatifs de pouvoir et par des guerres locales, et dans lequel chacune des deux puissances mondiales doit faire front à un nombre infini de responsabilités militaires, politiques et économiques dans chaque partie de l'échiquier politique mondial. Le danger de ce belliqueux équilibre bipolaire devient toujours plus grand au fur et à mesure que la bipolarisation s'atténue - en raison de l'impossibilité des deux puissances mondiales de soutenir longtemps l'immense poids de leurs responsabilités -, sans que se forme une alternative efficace. Dans cette situation, la majeure partie des hommes se trouve aujourd'hui groupée dans les rangs de l'un ou l'autre bloc. Le réflexe idéologique de cet état de fait se manifeste dans l'opposition des deux principes politiques, le communisme et la démocratie occidentale, qui enchaînent et subjuguent la conscience et la loyauté des hommes. Avec les hommes, même la plus grande partie des res-

sources productives et des nouveaux gigantesques procédés technologiques sont aujourd'hui en fonction du conflit de pouvoir militaire et idéologique qui domine le monde. Ainsi les hommes ne peuvent pas prendre pleine conscience du processus d'unification de la civilisation mondiale, qui se vérifie au-delà de l'opposition idéologique - et donc en grande partie fautive - entre communisme et démocratie, et qui les orienterait vers une paix mondiale stable. Et les grandes ressources économiques et technologiques des zones les plus riches du monde, emprisonnées elles aussi par l'opposition bipolaire de pouvoir, ne peuvent pas être mises généreusement à la disposition des zones sous-développées, dans la grande mesure où cela serait possible.

Dans ce cadre, l'Europe est le champ qui contribue le plus à provoquer tension et désordre internationaux. Il s'agit, en effet, de la zone de beaucoup la plus puissante économiquement et socialement, de toutes celles non intégrées institutionnellement dans l'un des deux Etats géants, et qui est toutefois maintenue dans l'impuissance et l'irresponsabilité par sa division politique en Etats nationaux et souverains. Le concours de sa puissance économique et sociale - qui n'a rien ou très peu à envier à celle des U.S.A. et de l'U.R.S.S. - et de son impuissance politique font de l'Europe le champ déterminant dans l'équilibre bipolaire de pouvoir, et donc celle qui provoque en majeure partie la tension internationale. Evidente donc la grande oeuvre que les Européens peuvent réaliser dans cette situation, en accomplissant l'unification fédérale de l'Europe. La fédération européenne transformerait la zone la plus irresponsable et qui crée le plus de désordres en zone d'ordre et de responsabilité; elle rendrait stable, et renforcerait grandement la puissance économique et sociale de l'Europe, en donnant le cadre politico-institutionnel à l'unité de fait européenne qui existe aujourd'hui dans le domaine économique; elle déchargerait forcément les U.S.A. et l'U.R.S.S. d'une grande partie de leurs immenses responsabilités militaires, politiques et économiques. De cette façon, elle libérerait grandement les énergies morales des hommes et les ressources productives et technologiques des chaînes de l'opposition idéologique entre démocratie et communisme, en rendant disponibles ces énergies dans le but de l'aide aux pays sous-développés et de l'instauration d'une paix mondiale stable; elle donnerait, enfin, un grand exemple de fédération continentale aux pays sous-développés et ex-colonisés, qui semblent s'acheminer vers le nationalisme. En bref, elle ouvrirait à l'humanité une nouvelle phase historique dans laquelle la grande alternative politique - en accord avec le processus d'unification mondiale de la civilisation dû à la croissance en extension de l'interdépendance de l'action humaine - devient celle entre la fédération mondiale et le maintien de la souveraineté absolue des Etats. Mais pour atteindre ce grand but - pour ouvrir l'ère mondiale de l'alternative fédéralisme-nationalisme -, l'Europe doit savoir d'abord imposer cette alternative chez elle, contre les alternatives traditionnelles et appartenant à une phase historique désormais dépassée.

En réalité en Europe les tendances à l'unité sont très fortes, spécialement sous le profil économique et social. Après la seconde guerre mondiale les Etats nationaux européens - dont le système politique avait, jusqu'à peu de temps auparavant, dominé le monde - se trouvèrent faibles et petits en face des deux puissances géantes et succombèrent à la bipolarisation mondiale du pouvoir. Les pays de l'Europe occidentale, insérés dans la sphère d'influence américaine et protégés par les armes et la politique extérieure de l'Amérique, perdirent en fait leur souveraineté. Sur la base d'une telle éclipse de fait des souverainetés nationales, l'économie européenne put peu à peu rompre, entre certaines limites, les barrières nationales et arriver à la libéralisation européenne des échanges. Les communautés européennes, improprement ainsi appelées, de la C.E.C.A. à la C.E.E., formèrent la suprastructure juridique et technique de cette libéralisation. On en est ainsi arrivé, dans l'Europe des Six à une vraie et propre confédération de fait dans le domaine économique. Cette situation a permis à l'Europe des Six d'augmenter grandement sa puissance économique; et cela juste au moment où les U.S.A. manifestaient les premiers symptômes - devenus ensuite toujours plus prononcés - de l'impossibilité de faire front à toutes leurs responsabilités militaires, politiques et économiques dans le monde. La plus grande puissance économique et sociale des Six et l'impossibilité américaine de continuer à maintenir ses engagements mondiaux, pousse toujours plus l'Europe occidentale à élargir l'unité confédérale, du seul domaine économique au domaine politique (de la défense et de la politique extérieure). Cette tendance est aujourd'hui mise en avant surtout par le général de Gaulle, mais elle ne peut aller au-delà de la confédération, c'est-à-dire, de la convergence des politiques extérieures des Etats - convergence qui dure tant que dure la convergence temporaire et fragile des intérêts des Etats eux-mêmes. D'autre part, ceux qui combattent de Gaulle en se réclamant des Communautés sus-dites, n'offrent pas et ne peuvent offrir une réelle alternative. Ils prennent ces Communautés - ces suprastructures juridiques et techniques de l'unité confédérale économique de fait - pour un moment créatif et autonome de l'unification européenne; et, sur la base de cette fausse représentation, ils craignent paradoxalement le fait qu'une partie au moins de la défense et de la politique extérieure de l'Europe passe de la lointaine Amérique du Nord à la proche Europe confédérale. En réalité, l'Europe des Communautés signifie aujourd'hui la confédération limitée au secteur économique, avec la couverture du protectorat Américain, l'Europe des Etats la possible confédération politique. Et ces deux institutions que l'histoire a produites et met aujourd'hui spontanément en face des Européens, les Etats et les Communautés (qui, en vérité, politiquement, sont une seule institution, car les Communautés ne sont autre que des organes des divers Etats, dépendant d'eux-mêmes), sont incapables de conduire à la réelle unité politique: la fédération.

Du reste, cette incapacité n'est pas difficile à comprendre.

La fédération européenne signifierait une très forte diminution du pouvoir des Etats qui en deviendraient les membres: la défense, la politique extérieure, les critères fondamentaux de la politique économique seraient assignés au pouvoir fédéral et les Etats membres (les actuels Etats nationaux) verraient diminuée d'une manière très forte leur souveraineté - bien que celle-ci, et en grande partie ne puisse aujourd'hui être telle que nominale-ment. On ne peut demander aux gouvernements nationaux, aux classes politiques nationales, de renoncer à une partie substantielle de leur pouvoir; on ne peut demander aux partis nationaux, qui sont tels en tant qu'ils luttent pour les pouvoirs nationaux, de réduire substantiellement ces pouvoirs. Les gouvernements nationaux, et les formations engagées dans les luttes politiques nationales, sont structurellement incapables d'abattre les souverainetés nationales. Au contraire, par leur seule existence, ils sont le soutien réel des souverainetés nationales; ils sont les piliers qui soutiennent la force d'inertie des pouvoirs nationaux souverains. C'est la raison pour laquelle la fondation de la fédération européenne ne peut être le résultat d'une politique graduelle des Etats: elle est le résultat d'un bond révolutionnaire qui impose aux Etats l'abandon d'une grande partie de leur souveraineté.

Les Fédéralistes doivent savoir constituer la force qui produise ce bond révolutionnaire. C'est pourquoi leur ligne d'action est de créer une grande force autonome, qui puisse en premier lieu imposer l'alternative entre la fédération européenne et le maintien de la souveraineté absolue des Etats nationaux comme l'alternative fondamentale en Europe, et qui puisse enfin vaincre la bataille finale de la conquête de la constitution fédérale. La seule voie que les fédéralistes peuvent suivre est celle de l'opposition permanente de communauté. Les Fédéralistes doivent être autonomes. Chaque fois qu'ils se limitent à agir en conseillers des politiques extérieures nationales, chaque fois qu'ils se limitent à agir en groupe de pression sur les gouvernements nationaux, ou même quand ils entendent former un parti politique qui participe aux élections nationales, ils s'insèrent dans le cadre de la politique nationale, et donc la servent. Au lieu de lutter contre la souveraineté absolue des Etats, ils donnent une couverture idéologique européenne au maintien de cette souveraineté. En effet, tant que les européens pourront penser que les Etats sont en mesure de faire l'unité politique de l'Europe - même par la faute des fédéralistes qui agissent en conseillers, ou qui forment un groupe de pression ou un parti national, et qui prouvent donc leur confiance aux gouvernements nationaux - ils ne pourront être en état de soutenir une grande force autonome fédéraliste. Les fédéralistes doivent maintenir constamment et indomptablement l'opposition de communauté aux Etats. Ils doivent mener une opposition permanente non seulement aux gouvernements des Etats nationaux, car alors cela voudrait dire qu'ils pourraient soutenir un autre gouvernement; non seulement au régime des Etats nationaux, car alors cela signifierait

au'ils pourraient soutenir un autre régime; mais aux Etats nationaux eux-mêmes comme communautés politiques primaires.

Bien sûr cette position d'autonomie et d'opposition permanente de communauté est la plus difficile à maintenir. Elle ne concède rien à ceux qui ont besoin de demeurer près des pouvoirs existants (presque à en sentir la tiédeur), pour donner un sens à sa propre action politique; elle exige une très forte et continuelle concentration de la pensée et de la volonté. Elle n'offre pas de possibilité de succès immédiat ou même à brève échéance; elle ne porte pas à une force vraiment consistante, et donc à des résultats importants sous le profil du but final de la fondation fédérale, ni en une semaine, ni en un mois, ni en un an, ni en quelques années. Il s'agit d'une perspective à longue échéance, qui se fera toujours plus visible et effective au fur et à mesure que les fédéralistes sauront accroître leur force. Puisque, pour former ce que de Gaulle a appelé le "Fédérateur", les fédéralistes doivent savoir construire une forte, puissante et unitaire avant-garde du peuple européen. De cette manière seule, les Européens qui sont favorables à l'unification politique de l'Europe par intérêt et par conviction mais qui sont déviés par le faux européisme des Etats et des europeistes opportunistes, pourront trouver la voie pour mener la lutte contre la souveraineté absolue des Etats et pour la fondation fédérale. Il s'agit de construire avec ténacité, mois après mois, années après années, cette force unitaire et autonome (l'avant-garde du peuple européen) - sans jamais tomber dans les flatteries illusoire des pouvoirs existants, qui portent à la suggestion et au groupe de pression, (sans tomber, donc, dans l'opportunisme national).

L'ACTION - CADRE POUR LE FEDERALISME EUROPEEN

Notes introductives.

Ce projet a été rédigé en équipe par un groupe d'amis du courant "autonomie fédéraliste" comme suite aux conclusions de la réunion internationale de Bâle du 29 avril. Nous voulons donner à ce texte le maximum de diffusion possible de sorte que la plus grande partie des fédéralistes et des sympathisants soit mise au courant de nos propositions, puisse les discuter et éventuellement se rendre disponible au moment où le projet sera définitif et où l'action proposée pourra démarrer. Une seconde réunion internationale, pour l'examen en équipe de ce texte, est prévue pour fin septembre à Bâle.

Préliminaires

La première tâche des fédéralistes, dans la situation actuelle de l'Europe et des organisations fédéralistes, est de donner naissance à une force politique autonome. Une force politique qui impose l'alternative entre la fédération et les Etats nationaux comme lutte politique centrale en Europe.

Cette force politique peut être formée, puisque il en existe les bases effectives dans la situation de l'Europe: l'éclipse des souverainetés nationales, l'unité confédérale de fait de l'Europe et leur reflet dans la conscience des Européens.

En conséquence, il existe un large secteur d'"européisme" organisé, c'est à dire d'hommes qui déjà se consacrent à l'unité de l'Europe, mais qui sont à présent divisés en maintes et faibles organisations européennes, qui se proposent simplement des buts de suggestion et de pression. Il existe en plus un secteur, encore plus large, d'"européisme" organisable, c'est-à-dire d'hommes virtuellement disponibles pour la lutte pour l'Europe, mais qui n'entrent même pas dans les organisations européennes, parce qu'ils en constatent la profonde faiblesse ou parce qu'ils n'ont pas encore compris toute la signification ético-politique de la lutte pour l'Europe. Il s'agit d'organiser, d'unir tous ces hommes déjà engagés ou virtuellement disponibles pour la lutte pour l'Europe sous le signe d'une opposition de régime et de communauté courageuse, et toujours plus puissante.

Au fur et à mesure que se développera ce processus d'unification de l'"européisme" organisé et organisable, et par conséquent d'augmentation de la force des fédéralistes, il se créera une vraie et propre puissante avant-garde du peuple européen. L'"européisme" diffus, constitué par la grande majorité des Européens qui, par intérêt et par conviction, sont favorables à l'Europe, mais qui ont besoin d'un guide qui les rende conscients

de la portée politique de l'unification de l'Europe, trouvera ainsi ce guide dans la force toujours plus grande des fédéralistes. Ou pourra alors mener une lutte effective contre les Etats nationaux et, à l'occasion d'une crise de pouvoir, imposer la constitution de la Fédération européenne.

Pour former une telle force politique autonome, il faut entreprendre et développer une action-cadre. La situation de celui qui veut lutter pour la fédération européenne, est en effet, exceptionnelle et très difficile. Il ne s'agit pas simplement de créer une nouvelle force politique qui entre dans la lutte pour un pouvoir existant et donc dans un cadre déjà consolidé de lutte politique, comme c'est le cas pour les nouveaux partis au sein d'un Etat. Pour les fédéralistes il s'agit encore bien plus de créer un nouveau cadre de lutte politique, un cadre européen ^{fondé} sur l'alternative fédération-Etats nationaux. C'est pourquoi l'action des fédéralistes doit être une action qui - développant toujours plus leur force unitaire et leur crédit dans l'opinion publique européenne - constitue l'alternative entre la fédération et les Etats nationaux comme le cadre le plus important de la lutte politique en Europe.

La nature extrêmement difficile de l'action fédéraliste, qui se manifeste surtout au début (quand il s'agit de fonder une force dans un cadre de lutte politique qui n'existe pas encore, et donc sans la possibilité d'obtenir vite de grands résultats), demande une grande concentration de la volonté et de la moralité. Pour cette raison, très importante est la diffusion de la culture politique fédéraliste, qui mette en évidence l'inconsistance des idéologies politiques traditionnelles et qui indique clairement dans le fédéralisme la vraie solution pour atteindre les valeurs ético-politiques que la nouvelle situation mondiale et européenne fait sourdre dans la conscience des hommes. La force de la culture pourra recruter ces énergies morales qui n'ont pas besoin du succès immédiat ou du pouvoir déjà existant pour se consacrer à une action politique. C'est pourquoi, l'action-cadre que nous proposons doit être intégrée dans un grand effort de diffusion de la culture politique fédéraliste.

Si l'action que nous avons projetée peut effectivement, une fois réalisée, unifier les énergies virtuelles "européennes", elle aura été l'action exacte: les fédéralistes disposeront vraiment d'une force politique européenne réelle, et donc d'autonomie effective, et pourront - avec les instruments qui seront dictés par les circonstances - conquérir le succès final.

1) L'action-cadre: ses caractéristiques fondamentales.

Le type d'action le plus simple qui permette à certains hommes (les fédéralistes) de découvrir d'autres hommes, possédant

des caractéristiques déterminées, et de les compter (l'"européisme" organisable) est celui de recueillir des adhésions signées sur un document qui identifie clairement et sans équivoque la position à laquelle on adhère.

Nous proposons donc, pour l'élargissement de la base européenne du fédéralisme organisé, une action pour recueillir des signatures, pour recenser le PEUPLE EUROPEEN, c'est à dire pour atteindre la majorité favorable aux ETATS UNIS D'EUROPE. La campagne pour les signatures, pour laquelle on peut prévoir une durée de dix ans, devra démarrer avec le maximum des énergies disponibles dans toute l'Europe, sans jamais s'arrêter, augmentant continuellement et ayant effectivement pour but d'atteindre une majorité pour la fédération.

Le recueil des signatures devra donc avoir lieu dans les villes où existent des groupes fédéralistes déjà consistants ayant un passé de lutte derrière eux, et aussi dans les villes où existent des groupes faibles ou des individus isolés.

Là où les groupes ont une tradition, une certaine disponibilité d'argent, des cadres politiquement efficaces etc., l'action du recueil des signatures devra débuter par des manifestations publiques: invitation publiquement adressée à toute la ville pour qu'elle adhère, avec stands au coin des rues et des places, hauts-parleurs, et distribution de tracts, etc. (Une manifestation publique de ce genre - dans une ville moyenne de 100.000 habitants - ne pourra pas durer plus de deux ou trois jours. En outre, si elle engageait une centaine de militants fédéralistes et de sympathisants occasionnels - qui dans ces manifestations publiques ne manquent jamais - elle pourrait fournir au moins six ou sept mille signatures et environ 400.000 livres de contribution de la part des citoyens signataires).

Dans les villes où les groupes sont faibles, récemment constitués, avec des cadres encore inexperts et peu d'argent, l'action devra partir à un niveau pour ainsi dire semi-public. On recueillera les signatures non pas publiquement sur les places, mais dans des locaux particuliers où le groupe fédéraliste est connu.

Ces locaux pourront être des Ecoles supérieures, des Universités, des Syndicats, des lieux de travail, etc. Cette première phase pourra être suivie par d'autres. A mesure que s'élargira la sphère d'influence, un nombre de personnes toujours plus grand se trouvera mis au courant de l'existence d'une alternative fédéraliste, et peu à peu on pourra effectuer dans ces villes un recueil de signatures en public, avec une vraie et propre agitation de place.

Dans les villes où le fédéralisme est représenté par un individu isolé, ou par quelques individus isolés, ceux-ci devront commencer par recueillir les signatures de leurs amis et connaissances, en invitant même les signataires à recueillir d'autres

signatures, et en cherchant en même temps à encadrer, éventuellement en un vrai et propre groupe de base organisé (la section), les amis qu'ils ont réussi à faire signer. Ils auront ainsi réussi à constituer un groupe "faible" et pourront passer au stade suivant.

Le recueil des signatures, exécuté ainsi en grand style et avec un succès numérique évident depuis le début dans les villes "fortes", mais mis en mouvement même dans les villes "faibles" et par des individus isolés, mettra ceux-ci sous le signe des forts, facilitera leur travail et les stimulera à préparer des situations capables de réaliser même dans leurs villes des recueils de signatures en public.

Comme conclusion à ce premier point, nous voudrions simplement attirer l'attention de tous sur une condition préalable que nous avons tous jugé indispensable: pour que l'action ait du succès elle doit partir de bases européennes réelles.

Les militants fédéralistes qui recueillent des signatures à Lyon doivent avoir la certitude et la conscience que d'autres fédéralistes opèrent en même temps à Milan comme à Paris, à Bruxelles comme à Munich, à Turin comme à Strasbourg.

Peu importe si au début dans certaines villes (même importantes) le départ sera de faible envergure, avec seulement un petit nombre d'individus pour recueillir des signatures parmi les collègues de bureau ou à l'Université. Dans très peu de villes seulement (dans celles qui pourront partir avec manifestations publiques), cette action sera l'expression d'une force réduite, mais déjà existante. Dans l'immense majorité des villes le recueil des signatures représente l'action pour constituer une force, pour compter les amis, pour en découvrir de nouveaux, avec lesquels constituer des groupes organisés.

2) Fiches pour l'adhésion - qualification.

Tout choix politique est un choix qui divise, et il devra donc y avoir une base sur laquelle effectuer ce choix. D'autre part, l'idée même qui est à la base de l'action "recueil de signatures" (campagne pour une majorité pour les Etats-Unis d'Europe) prévoit justement une majorité et une minorité (l'une favorable et l'autre contraire à l'unification) et donc une division.

Le document que le citoyen européen sera invité à signer de vra donc contenir une phrase, clairement compréhensible, dans laquelle soit résumé le désir d'unifier l'Europe, et précisée la responsabilité de ceux qui la tiennent divisée. En outre, le citoyen sera invité, en signant, à verser une somme (dont le montant sera fixé par la suite) correspondant aux frais, (évalués

approximativement), qui incombent à l'organisation pour sa signature.

Voici la base du texte:

- Vu que les Etats nationaux et les classes politiques qui les gouvernent maintiennent l'Europe divisée, et ne permettent pas aux citoyens européens de prendre conscience de l'unité européenne de fait à laquelle manque, pour être complète, la seule, mais fondamentale et indispensable UNITE POLITIQUE:

Je déclare me considérer dès maintenant citoyen des Etats-Unis d'Europe.

Je signe donc ce document que l'on me soumet (ou bien: Je mets donc ma signature au volume "X" pag. "Y" du LIVRE DES CITOYENS EUROPEENS.).

Je paie la taxe de "X" liras (min. 0,50 N.F.) car j'ai conscience que cette action, pour pouvoir continuer, doit être soutenue par les citoyens européens eux-mêmes.

En ce qui concerne les modalités pour le recueil des signatures deux propositions ont été faites:

- exiger la signature sur une fiche composée de quatre coupons, dont l'un est remis au citoyen, un second (celui qui est signé) conservé dans les archives de la ville, un autre aux archives régionales, et un enfin aux archives centrales européennes.

- demander la signature sur un LIVRE DES CITOYENS EUROPEENS fait exprès pour cela, dont un nombre suffisant sera donné à chaque ville (un nombre jugé suffisant, pour classer tous les citoyens européens de la ville). Dans le livre sont également prévus quatre coupons à répartir selon le procédé employé pour les fiches.

3) Organisation du recueil des signatures.

Le plan technique du recueil des signatures doit être préparé en vue du succès final. C'est à dire qu'il faut élaborer un plan qui ne nous mette pas en difficulté - au point de vue technique - le jour où nous disposerons de 80/90 millions de signatures.

Cela ne veut pas dire que dès le début on devra imprimer 80/90 millions de fiches ou 80/90 mille volumes (mille signatures par volume) du livre des citoyens. Il faudra cependant ériger un plan qui prévoit mois par mois, année par année, l'impression de nouvelles fiches ou de nouveaux volumes et leur succes sif enregistrement aux archives de façon ordonnée et simple.

Pour ce qui est, en particulier, de l'enregistrement aux archives sur bases locales, on devra étudier des divisions (surtout dans les grandes villes) en unités territoriales de pas plus de 50.000 habitants, de façon que la mise aux archives, au moins sur bases locales, soit extrêmement simple. Dans chaque ville,

surtout en un second temps, quand on pourra mettre en oeuvre le recueil des signatures avec le porte-à-porte (c'est-à-dire par un dialogue direct entre fédéralistes et citoyens), chaque unité territoriale deviendra en une certaine mesure autonome, quoique dans le cadre de l'action fédéraliste de la ville, et pourra s'adonner parallèlement à l'action du recueil des signatures, jusqu'à saturation de la zone, actions collatérales d'agitation publique, de débat culturel etc.

Dans les chefs-lieux des régions on devra également constituer des archives régionales, surtout pour ne pas perdre le cadre dans la région, coordonner les initiatives de la ville et intervenir particulièrement quand, dans une ville, pour une cause accidentel (comme par exemple le transfert d'un militant particulièrement actif), un bon départ qui a permis de recueillir quelques centaines ou milliers de signatures se bloque et risque d'annuler tout le travail précédemment accompli.

Pour le financement nous comptons:

- a) pour le début: sur l'autofinancement des militants fédéralistes qui lancent l'action et la paient;
- b) pour la phase successive: sur les fonds recueillis par les premiers citoyens signataires qui automatiquement sont engagés à garantir la poursuite de l'action;
- c) pour la phase finale: outre les fonds provenant de a) et b), également sur des appuis extérieurs qui ne manqueront pas et seront certainement consistants quand il apparaîtra que notre route est la vraie et que les fédéralistes ont assez de volonté et de force morale pour la conduire jusqu'au bout.

4) Symbolisation.

Quelques amis ont demandé que, vu le nouveau cadre storico-politique dans lequel s'insère cette action (un cadre où le vieil "européanisme", en fonction presque exclusivement filo-atlantique et anti-soviétique, est substitué par le fédéralisme considéré comme réponse au défi de l'histoire pour une réelle et définitive victoire de la PAIX dans le monde), soit changée même la symbolisation traditionnelle du fédéralisme européen.

En particulier, sur la fiche, au lieu d'imprimer le vieux symbole "E", on a suggéré d'inventer quelque nouveau symbole qui rappelât à la mémoire des citoyens justement la nouvelle conception du fédéralisme qui s'adresse instrumentalement à l'Europe, mais qui se propose comme fin le fédéralisme de l'humanité entière.

Quoi qu'il en soit, vu que le problème du fédéralisme se pose à nous avec un caractère immédiat et dramatique en Europe, et étant donné le lot sans aucun doute positif de luttes et de traditions que le vieux symbole "E" représente, nous avons pensé le

conserver, en laissant aux développements ultérieurs de l'action et de la discussion le soin de faire naître les nouveaux symboles qu'il s'averra nécessaire d'adopter.

5) Répétition de l'action.

L'action du recueil des signatures avec manifestations publiques, c'est-à-dire à travers les rues pendant une campagne d'agitation publique qui ne peut durer plus de deux ou trois jours, risque, surtout dans les villes "fortes" (celles où, dès le début, le recueil des signatures se fait en public), de saturer presque immédiatement la disponibilité "d'européisme" pour un recueil des signatures en public. Cela empêcherait de revenir une seconde fois sur la "place publique" dans les villes fortes, car il n'est pas possible de faire signer deux fois le même document.

Ce serait grave car cela ôterait aux fédéralistes un instrument très valide de pression: l'agitation publique.

Nous avons donc pensé revenir sur la place publique périodiquement dans les villes initialement fortes et aussi dans les autres (puisque'il est nécessaire, afin que l'action n'échoue pas dès le début, que même les villes faibles au début, deviennent fortes) en demandant aux citoyens qui ont déjà signé leur engagement de caractère général pour les Etats-Unis d'Europe, une prise de position sur un problème spécifique qui par sa gravité s'impose à l'attention de l'opinion publique tout entière, et qui démontre d'une manière flagrante l'incapacité des Etats nationaux à tenir leurs positions. Nous demanderons aux citoyens qui ont déjà signé (sans refuser les adhésions même de ceux qui n'avaient jamais signé):

"Vous qui avez adhéré à l'idée des Etats-Unis d'Europe, vous êtes invités à l'occasion du fait "X" à protester contre l'incapacité des Etats nationaux et des hommes qui les gouvernent à résoudre ce très grave problème".

6) Rapports entre action et diffusion de la culture politique fédéraliste.

Nous nous proposons, par cette action, de former une grande force politique, mais nous devons partir d'un niveau de pouvoir très faible; en conséquence nos premiers pas, tant que nous n'aurons pas atteint un premier degré de pouvoir qui puisse être visible, seront pénibles et très difficiles. Mais si nous ne pouvons pas encore lutter dans un sens pleinement politique, c'est-à-dire pour obtenir immédiatement la fédération, nous pourrions cependant lutter pleinement sous le profil de la culture, en dif-

fusant de toutes nos forces notre culture politique. Ainsi, nous pourrions démasquer toutes les vieilles alternatives démocratie-communisme, socialisme-libéralisme, etc. - qui enchainent les européens sur le mauvais chemin des Etats nationaux. De cette façon, nous pourrions faire nôtres toutes ces énergies morales qui n'ont pas besoin du succès immédiat pour se consacrer à une politique.

C'est pourquoi, les centres qui mènent l'action du recueil des signatures devront être - ou devenir - en même temps des cercles de culture et d'agitation publique.

Cercle de culture pour démystifier au niveau culturel les idéologies qui justifient l'existence des Etats nationaux, des partis, des vieilles divisions dépassées par l'histoire; pour contester aux nationalistes, aux socialistes, aux libéraux, à tous les groupements politiques ou culturels qui vivent grâce à la division de l'Europe en Etats nationaux, le droit de se présenter à l'opinion publique comme les dépositaires des idées qui doivent faire avancer le monde, en le renouvelant et en l'améliorant.

Cercle d'agitation publique pour soumettre continuellement au test de l'opinion publique nos jugements, nos prises de position, en illustrant par des débats, conférences publiques et tous les autres moyens de la propagande politique, nos thèses; pour établir et mener la protestation et la lutte contre la souveraineté absolue des Etats nationaux.

Pour la diffusion de notre culture politique, outre la revue "Le Fédéraliste" et les "Informations du Fédéraliste" seront préparés peu à peu, et suivant les disponibilités financières, un nombre important (une cinquantaine) d'opuscules de culture politique, de 8-10 pages chacun, en français, en allemand et en italien. Une première partie est destinée à la critique des vieilles idéologies traditionnelles - le nationalisme en premier lieu, mais aussi le socialisme, la démocratie, le libéralisme - qui ne permettent pas aux européens de regarder en face les réalités actuelles. Une seconde partie est destinée à illustrer la crise des Etats, des partis, des syndicats, de la moralité politique et publique dans les Etats nationaux; à expliquer le profond processus de dépolitisation en cours aujourd'hui dans les Etats européens. Une autre partie est destinée à montrer la situation mondiale de pouvoir et la situation de pouvoir européenne, à indiquer les grandes tâches que l'homme doit affronter aujourd'hui, et la façon dont les européens peuvent contribuer - peut-être de façon décisive - à y répondre. Une dernière partie est destinée à fournir le cadre stratégique général - politique et de la technique de l'organisation - de la lutte des fédéralistes pour les Etats-Unis d'Europe, en montrant la nécessité de l'autonomie et de l'opposition permanente de communauté pour former le "fédérateur" de l'Europe.

7) Qui menera l'action ?

Jusqu'à présent nous avons parlé de FEDERALISTES sans préciser (parmi les nombreuses organisations qui existent en Europe) leur organisation respective.

Celui qui lit ces lignes sait de toute façon que nous appartenons au Mouvement Fédéraliste Européen, l'organisation dans laquelle nous avons accompli et accomplissons nos choix et nos luttes. Au M.F.E. donc - qui dans ces mois qui suivent le congrès de Lyon est en train de chercher à travers le débat à découvrir ce qu'il est et ce qu'il doit faire - nous proposons cette action comme réponse des "autonomistes" au problème du "quoi faire?".

Mais nous pensons que la proposition s'adresse aussi aux autres organisations européennes et fédéralistes, à tous leurs groupes de base et à tous leurs militants, et aussi à tous les individus isolés qui - bien que non encadrés dans des organisations fédéralistes - considèrent la lutte pour la fédération européenne comme étant digne d'un engagement plus que verbal.

Pour commencer, après la discussion à la réunion des autonomistes prévue pour fin septembre à Bâle, ce projet sera donc présenté au Comité Central du M.F.E.; mais dès maintenant tous les amis qui, à la lecture de ces pages, ont trouvé les propositions contenues dignes d'attention, sont invités à se mettre en contact avec nous et à solliciter une invitation pour la réunion de Bâle.

L'ENGAGEMENT

L'action que nous proposons exige, pour pouvoir réussir, le maximum d'engagement de la part de tous ceux qui y participent, non seulement pour sa réalisation, mais aussi pour établir un minimum de préliminaires nécessaires à son lancement.

En effet ces préliminaires exigent:

- 1) la création d'un nombre suffisant de bases de départ, non seulement en France et en Italie, où la situation des fédéralistes est plus mûre, mais aussi en Allemagne où manquent presque complètement les groupes disposés à commencer et capables de conduire l'action.
- 2) la possibilité de disposer d'une quantité suffisante d'argent pour la publication des opuscules de culture politique, pour leur diffusion, pour l'imprimerie des fiches d'adhésion, pour leur recueil, pour la création des cercles de culture, etc...

En vue d'atteindre le premier de ces objectifs, divers militants, qui croient au bien fondé et à la possibilité de réalisation de la ligne politique que nous proposons, se sont engagés à mener, A LEURS FRAIS, une activité préparatoire en Allemagne, en se rendant pendant un temps plus ou moins long durant les vacances, dans différentes villes allemandes, surtout à Francfort, Hambourg et Munich. Ces militants sont A.Cavalli, A.Houmuda, P.Kessisoglu, A.Majocchi, S.Pistone, G.Plantier, F.Rossolillo, F.Rosti et d'autres dont nous ne connaissons pas exactement les noms.

Quant au second point, des fédéralistes, isolés ou en groupes, ont déjà commencé depuis quelque temps l'opération de l'autofinancement, dont nous publions le bilan aujourd'hui. Selon nous, c'est le seul type de financement capable de garantir la complète autonomie de l'opération et de faire en sorte qu'enfin les fédéralistes réussissent à trouver en eux-mêmes la force nécessaire à leur action.

Les bilans préventifs relatifs à l'action-cadre et aux instruments subsidiaires, seront publiés dans le prochain bulletin, mais il faut que le recueil des fonds les précède et atteigne une rentrée suffisante pour permettre au moins de commencer à publier les premiers opuscules.

A C T I F

Nom	Adresse	Cotisat.	Début	Total	Dernier vers.
Albertini	Pavia	12.000	fév.	72.000	Juillet
Biraghi	Milano	2.000	mars	8.000	juillet
Braga	Varese	5.000	avril	20.000	juillet
Caizzi	Como	5.000	mars	30.000	août
Castellazzi	Milano	2.000	juin	2.000	juin
Da Milano	Milano	10.000	fév.	50.000	juin
Goetz	München	10.000	juin	30.000	août
Cavalli	Milano	2.000	janv.	24.000	décembre
Granelli	Milano	2.000	janv.	12.000	juin
Kessisoglu (pour 12 mili- tants de Gênes)	Genova	13.000	mars	52.000	juin
Rossi (pour 17 mili- tants de Pavie)	Pavia	10.000	janv.	80.000	août
Signorini (pour 6 amis de Ferrara)	Ferrara	5.000	fév.	15.000	avril
Zaffuto (pour 5 mili- tants de Turin)	Torino	5.000	juin	5.000	juin
Bolis	Paris	Fr. 5.000	avril	Fr. 20.000	juin
Dagnino et amis (°)	Roma			40.000	
Del Bono (°)	Roma			2.000	
Lega (°)	Milano			1.000	
Autres contributions				57.000	
				<hr/>	
Total				£. 500.000 + 20.000 Fr.	

(°) Les amis, qui ont déjà donné quelque contribution, ne nous ont pas encore communiqué le chiffre exact pour lequel ils sont disposés à s'engager.

P A S S I F

Passif précédent (Cf. Informations n. 1)	243.655	
Participation au Comité Central du 23/24-VI-1962	133.360	
Participation à la réunion interrégionale de Vicenza	6.640	
Frais Ultérieurs de participation à la réunion internationale de Bâle		20.000 Fr.
Frais d'imprimerie et d'envoi du précédent "Information du Fédéraliste"	24.650	
<hr/>		
Total	£. 408.305	+ 20.000 Fr.

Total actif	£. 500.000	+	Fr. 20.000
Total passif	£. 408.305	+	Fr. 20.000

30 Juillet 1962